



# L'état d'urgence n'étouffera pas la colère sociale !

Tract édité par le NPA de l'agglomération de Rouen

novembre 2015

**L**es massacres qui ont ensanglanté Paris vendredi 13 novembre ont entraîné une vague d'émotion et de peur dans la population, d'autant que tout le monde a vu que la capacité des groupes liés à Daesh de semer la mort n'a pas de frontières, avec la prise d'otages à Bamako ou bien les menaces d'attentats à Bruxelles. Mais le gouvernement et l'écrasante majorité des grands partis politiques instrumentalisent cette émotion pour mettre en œuvre un plan d'action sécuritaire liberticide et guerrier sans précédent.

## L'état d'urgence pour trois mois

Seuls six députés (3 du PS et 3 d'Europe Ecologie les Verts) ont refusé de voter la prolongation de l'état d'urgence pour trois mois. Tous les autres, y compris ceux du Front de Gauche, se sont alignés au son de la Marseillaise. Les mesures annoncées par Hollande sont puisées dans le programme de Sarkozy et de Marine Le Pen : déchéance de la nationalité, fermeture des frontières, perquisitions en dehors de tout cadre judiciaire, permettre aux policiers qui ne sont pas en service de garder leur arme, instaurer des couvre-feux... Toutes ces mesures, dont la plupart pointent du doigt les étrangers, les immigrés, ne peuvent qu'encourager la méfiance, le repli sur soi, l'intolérance. Elles vont dans le sens de ce que recherchent les terroristes eux-mêmes et surtout elles confortent tous les racistes. Des mesures qui seront aussi inefficaces contre le terrorisme que ne l'a été le plan Vigipirate mais qui pourront servir contre toutes celles et ceux qui contesteront la politique du gouvernement. Cela n'a pas tardé puisque dimanche 22 novembre, une manifestation en soutien aux réfugiés et aux migrants et pour la régularisation des sans papiers a été interdite à Paris en raison de l'état d'urgence ! Le gouvernement a également annoncé sa décision d'interdire les manifestations contre la COP 21 à Paris des 29 novembre et 12 décembre.

## Refusons l'union nationale, refusons l'escalade guerrière

Le chef de guerre Hollande prône la trêve, mais ni lui, ni les patrons n'ont reculé d'un pouce sur leurs sales coups. L'unité nationale désarme le monde du travail pendant que le MEDEF peut tranquillement avancer ses pions. À Air France, les sanctions contre les travailleurs ne sont pas levées, pas plus que le plan de licenciements. C'est pourquoi il faut que la journée de grève et de mobilisation le 2 décembre à l'occasion du procès à Bobigny des 4 salariés d'Air France poursuivis par la justice parce que la chemise de leur DRH a été déchirée soit évidemment maintenue et la plus massive possible. La lutte des classes ne connaît pas de pause, car quelle que soit la situation, les capitalistes défendent la dictature patronale. Puisque le patronat et son gouvernement ne suspendent pas leurs plans d'austérité, ne suspendons pas nos mobilisations ! C'est précisément maintenant qu'il ne faut pas baisser la garde, car les mesures d'austérité qu'ils veulent imposer au monde du travail et à la jeunesse vont redoubler pour financer leur guerre. Une guerre qui n'aura comme seul résultat de multiplier une nouvelle fois les groupes comme Daesh ou Al Qaïda.

Affirmons notre refus de la guerre, de l'union nationale et des mesures liberticides de l'état d'urgence. Combattons tous les propos racistes et islamophobes et défendons la solidarité des peuples et des exploités du monde entier contre tous ceux qui veulent les diviser et les dresser les uns contre les autres. Le 6 décembre, au premier tour des élections régionales, votons pour les seules listes qui défendent ces idées, les listes de Lutte Ouvrière.

**Prenez contact avec le NPA de Rouen : [correspondance@npa76.org](mailto:correspondance@npa76.org)  
ou écrire à Npa 40 rue des Murs St Yon – 76100 Rouen – tel : 02 35 63 32 02**

## A ROUEN, LA LUTTE POUR LE DROIT AU LOGEMENT AU CŒUR DE LA VILLE !

Après une première tentative avortée la semaine précédente d'installation d'un campement devant l'immeuble Concorde près de St Sever, immeuble vide pour lequel l'Etat paie un loyer de 100 000 € par mois, le Collectif 76 des salariés du social et du médico-social et le DAL (Droit Au Logement), avec plus d'une dizaine de familles sans solution de logement, se sont installés vendredi 6 novembre sur la place de l'Hôtel de ville à Rouen.



Cette fois, le secret avait été bien gardé afin d'éviter que la police intervienne avant même le déploiement des installations de fortune. Cette action est organisée pour dénoncer une situation inhumaine qui dure depuis des mois : chaque soir des centaines de personnes, dont des enfants, des bébés, dorment dans la rue. Le 115 sonne dans le vide ou bien répond qu'il n'y a pas de place... alors que sur la seule commune de Rouen plusieurs centaines de logements sont vides, alors que le centre d'hébergement d'urgence de 100 places Colette Yver reste fermé tant que les

températures ne tombent pas en-dessous de moins 5 degrés !

C'est d'abord la réouverture pérenne de ce centre par la préfecture qui est exigée par les occupants de la place, pour parer à la plus grande urgence, car dans un des pays les plus riches de la planète il est inacceptable qu'on laisse des êtres humains dormir dans la rue. Mais au-delà des mesures d'urgence, c'est le droit à un véritable logement, sans conditions de ressources et de nationalité qui doit être respecté. En France, c'est plus de 2,6 millions de logements qui restent vides : la loi de réquisition des logements n'est jamais appliquée : la propriété privée est sacrée dans ce monde capitaliste, bien plus que la vie humaine.

Le mardi 10 novembre, une délégation était reçue par les services de la cohésion sociale, qui obtenait l'ouverture du foyer Colette Yver contre l'évacuation du campement. C'est chose faite : le campement a été levé vendredi 13 novembre dans la journée, et le soir Colette Yver ouvrait pour accueillir les familles sans-abri, et ce, jusque fin mars.

**C'est donc une première victoire, mais nous n'avons pas obtenu une de nos principales revendications, c'est-à-dire l'hébergement en continu. En effet les familles n'auront un hébergement que pendant 72 ou 96 h (week-end) et seront remises à la rue et devront refaire le 115. Nous rappelons que cette politique inhumaine est illégale. Le campement est levé mais le combat n'est pas fini ! Un toit c'est un droit !**

## **Changeons le système, pas le climat !**



Six ans après l'échec des négociations de Copenhague contre les changements climatiques, les puissants se réuniront en décembre 2015 à Paris pour la COP21. Les plus grandes multinationales comme Nestlé et VINCI y défendront leurs intérêts, en opposition totale avec l'impératif de justice climatique.

La question climatique a échappé aux populations, et particulièrement aux pauvres, des pays du Nord comme du Sud, qui seront pourtant les premières victimes du basculement climatique. Nous, les 99 %, serons les premières victimes des conséquences de l'impasse climatique : migrations forcées et massives, montée des eaux, désertification, infertilité des sols, pollution de l'air, etc.

A mille lieues des salons où se retrouvent les puissances capitalistes, les peuples s'organisent déjà pour défendre leurs droits et besoins. Ainsi, l'organisation « Via Campesina » lutte pour la souveraineté alimentaire et contre l'accaparement des terres. En Asie du Sud-Est, ce sont des femmes paysannes qui construisent collectivement des alternatives au mode de production capitaliste. A travers le monde, les luttes contre les grands projets inutiles mobilisent paysans et citadins, comme à Notre-Dames-des-Landes contre le projet de nouvel aéroport ou à la ferme des Bouillons..

**Mercredi 2 décembre Halle aux Toiles, 19h**  
avec Christine Poupin, porte parole du NPA, membre de la commission nationale Ecologie  
Place de la Basse Vieille Tour, Rouen droite